

LES ANNÉES MARQUET. En 1940, Adrien Marquet devient ministre de l'Intérieur de Vichy.

Et reste le maire des Bordelais jusqu'à son arrestation par les FFI le 26 août 1944

5. La dérive vers la collaboration

HISTOIRE. Nous poursuivons notre série consacrée à Adrien Marquet, maire de Bordeaux de 1925 à 1944, auquel trois universitaires bordelais viennent de consacrer une « biographie critique » (1).

Christophe Lucet

En juin 1940, Bordeaux est la « capitale de la défaite ». Ci-gît la III^e République, blessée par l'invasion nazie, et achevée par une escouade de politiciens où Adrien Marquet joue un rôle clé. Dans ces journées de fièvre et de débandade, le maire de Bordeaux est à la manœuvre, prête une main efficace à la liquidation du régime et fait ses choix : non au départ du gouvernement pour Alger, oui à l'armistice, oui aux pleins pouvoirs au maréchal Pétain, oui à la collaboration avec l'occupant.

La France a perdu mais pour Marquet, la vie politique continue comme au bon temps du parlementarisme : il accepte sa « nomination » comme maire de Bordeaux — à Lyon, un Édouard Herriot refusera — et décroche à Paris le prestigieux maroquin de l'Intérieur, celui qu'il avait manqué dans le gouvernement Doumergue en 1934 où il voisinait déjà avec Pierre Laval, le nouvel

homme fort du régime pétainiste. Marquet, écarté puis mis sur la touche en 1936 par le Front populaire, tient sa revanche. L'homme d'action jubile et tant pis si son destin doit se déployer dans une France occupée.

« Ordre, autorité, nation » : le mot d'ordre du Marquet des années 30 conduit tout droit à ce vichysme populaire que l'élu de Bordeaux prétend désormais incarner. Place Beauvau, il endosse de lourdes décisions : épuration des préfets, réorganisation de la police, mesures d'exclusion des franc-maçons. Il ordonne même l'arrestation du chef de la SFIO Léon Blum, acte symbole d'une totale rupture avec ses idéaux socialistes.

Contacts allemands. Convaincu d'être du cercle étroit des vrais décideurs, Marquet ignore à quel point il agace Pétain et tombe de haut quand il est écarté du gouvernement dès septembre 1940. Mais il se voit comme un « recours » et fait le siège des autorités d'occupation notamment celui d'Helmut Knochen, le chef des « RG » allemands à Paris, avec lequel il entre en contact grâce à Jean-Philippe Larrose, un universitaire bordelais germanophone qui eut Knochen comme élève à Göttingen dans les années 30.



Mai 1943. Adrien Marquet assiste aux obsèques des victimes d'un bombardement allié sur le port à Bacalan. Une attention qui conforte son image de « bon maire » malgré ses compromissions avec l'occupant

PHOTO FONDOS D'ARCHIVES « SUD OUEST »

Marquet n'ira pas jusqu'au « collaborationnisme » d'un Déat ou d'un Doriot. Mais il n'a rien contre l'Allemagne. « Ses écrits de 1940-1942 montrent sans conteste qu'il accepte l'Europe allemande », note Hubert Bonin. L'historien montre comment il tente de persuader l'occupant qu'il saurait faire de la France une alliée plus forte au sein

d'une Europe allemande pourvu qu'il fasse des « concessions ». Illusions là encore, dont il ne revient pas même si la prudence lui enjoint, à partir de 1943, de se taire et de se replier sur sa ville.

Mythe du « bon maire ». À Bordeaux, Marquet n'a aucune marge de manœuvre. Sous la férule de l'occupant nazi et de l'État vi-

chyste le maire est cantonné à des tâches infaisables : améliorer le ravitaillement, soutenir l'activité, protéger le pouvoir d'achat des agents municipaux. Est-il le « bouclier » des Bordelais face à l'occupant ? Ses amis défendront cette thèse lors de son procès en 1948, mais elle ne convainc guère l'historien : « Il sauve quelques résistants mais n'a pas de liens avec la Résistance; il sauve quelques Juifs mais ne défend pas son adjoint Joseph Benzacar qui sera déporté », note Hubert Bonin.

Adrien Marquet se vantera aussi d'avoir sauvé Bordeaux de la destruction : les documents disponibles n'en apportent pas de preuve convaincante. Arrêté le 26 août 1944 par les FFI, transféré au fort du Hâ puis à la prison de Fresnes où il restera trente mois avant son procès en Haute Cour de justice, le maire déchu réussira pourtant en partie à entretenir le mythe « du bon maire Marquet » et à atténuer les effets d'une dérive fasciste dont il ne s'est jamais publiquement repenti.

► **Demain : « La persistance du syndrome Marquet »**

(1) « Adrien Marquet, les dérives d'une ambitions. Bordeaux, Paris, Vichy (1924-1955) » (éditions Confluences, 380 pages, 24 euros).

Conforama

DU 18 SEPTEMBRE AU 1^{ER} OCTOBRE 2007

40 ANS DE CONFORT A PRIX DISCOUNT

Bien chez soi, bien moins cher

EXCEPTIONNEL

A l'occasion du match

AUSTRALIE-CANADA

du 29 sept. à Bordeaux

“Transformez l'essai !
achetez aujourd'hui, payez dans 3 mois !” (*)

28 et 29 septembre 2007
pour toute ouverture de la carte Conforama,
votre magasin vous offre un ballon de rugby !



BIGANOS
05 56 03 98 98

BORDEAUX-LAC
05 56 43 17 92

MERIGNAC
05 56 13 23 13



(*) Voir conditions en magasin
80047170-REP